



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°458 (7 JUIN 2026)

SOMMET « CHOOSE FRANCE » ET DÉPENDANCE À L'IA AMÉRICAINE

# « CHOOSE FRANCE » OU « LOOSE FRANCE » ?

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

La 9e édition du salon *Choose France*, sorte de sommet économique qui doit mettre en lumière la capacité du pays d'attirer des projets internationaux, a réuni plus de 200 patrons et investisseurs étrangers au château de Versailles. Cette année l'événement a permis d'annoncer 93 milliards d'euros d'investissements - soit plus que les huit éditions précédentes réunies – au travers de 71 projets, représentant quelque 15.600 emplois.

Le géant japonais des investissements dans la tech a promis d'investir jusqu'à 75 milliards d'euros en France, dont 45 milliards pour la construction de trois centres de données dans les Hauts-de-France d'ici à 2031. La disponibilité d'une électricité abondante, stable et décarbonée, grâce au parc de centrales nucléaires d'EDF, a convaincu SoftBank de choisir l'Hexagone.

La procédure accélérée dite « *fast track* » lancée en mai 2025 par RTE, l'opérateur du réseau de transport d'électricité, a également joué. Elle a permis d'identifier huit sites adaptés aux centres de données de plus de 400 mégawatts (MW) et raccordables au réseau plus rapidement qu'avec une procédure classique. Autre mesure pour attirer plus de centres de données : la loi de simplification de la vie économique du 27 mai 2026 leur permet de bénéficier de la qualité de « projet d'intérêt national majeur » qui emporte plusieurs avantages comme la priorisation du raccordement au réseau d'électricité et la simplification des consultations du public. En revanche, la loi prévoit que le permis de construire pourra être refusé en cas de « *tensions structurelles sur la ressource en eau* », élément dont les centres de données sont extrêmement gourmands.

Une attention particulière a aussi été accordée avec succès aux établissements financiers à la recherche d'une terre d'asile dans l'Union européenne après le Brexit : chaque année depuis 2019, le baromètre Ernst et Young (EY) place la France en tête du classement des pays européens les plus attractifs.

Toutefois, certains entrepreneurs français ont fini par se lasser de *Choose France*. Ils auraient souhaité que l'attention accordée avec constance aux groupes étrangers susceptibles d'investir chez nous soit la même pour eux. En novembre dernier, l'Élysée a organisé le premier « *Choose France - Édition France* » pour mettre à l'honneur les entreprises tricolores qui, elles aussi, choisissent d'investir en France. Elles ont eu droit de se réunir ... à la Maison de la Chimie.

## Kontildondit

---

### **Nicolas Baverez :**

Par certains aspects, ce sommet est incontestablement un succès. Avec 93 milliards d'euros d'investissements annoncés, il établit un record. Ces investissements sont largement centrés sur l'IA, notamment avec les 75 milliards de SoftBank consacrés aux centres de données. C'est évidemment positif, car la France accuse un retard important en matière de capacités de calcul, y compris par rapport à l'Allemagne et au Royaume-Uni, alors même que nos chercheurs et ingénieurs contribuent largement au développement de l'IA dans la Silicon Valley. C'est aussi un succès pour le président de la République. On peut même dire que ce sommet constitue sans doute la principale réussite de sa politique économique, dans la continuité des éditions organisées depuis 2018. Mais c'est aussi un succès qui reste partiel et fragile.

D'abord, les écarts entre les annonces et les réalisations demeurent importants. Lors des éditions précédentes, les plus grands projets concernaient les batteries ou les semi-conducteurs, sans toujours se concrétiser. On observe également des différences significatives entre les emplois annoncés et ceux effectivement créés. Par ailleurs, la France et l'Europe ne peuvent pas se permettre de manquer la révolution de l'IA après avoir raté l'ensemble des grandes révolutions technologiques depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais deux points de vigilance s'imposent : notre dépendance à l'égard des États-Unis et l'impact environnemental de ces infrastructures, très gourmandes en électricité, en eau et en espace. Je voudrais surtout insister sur le caractère bancal, voire schizophrène, de la politique économique actuelle.

Pour mesurer l'attractivité réelle d'un pays, le véritable juge de paix reste la balance des paiements. Il faut regarder ce qui entre, mais aussi ce qui sort. Les

dernières statistiques disponibles, publiées en juin 2025 sur douze mois, sont révélatrices. L'attractivité de la France est confirmée par des entrées nettes d'investissements directs de 30 milliards d'euros. Mais, dans le même temps, les investissements de portefeuille enregistrent des sorties nettes de 137 milliards. Lorsqu'on considère à la fois les entrées et les sorties, on constate que la France est aujourd'hui confrontée à une fuite massive des capitaux.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte où l'attractivité française, même si elle reste supérieure à celle de certains voisins, s'affaiblit fortement depuis la dissolution de 2024 sous l'effet de trois facteurs majeurs. Le premier est l'instabilité politique. Le deuxième est la perte de contrôle de l'ordre public, alors que la sécurité constitue un élément essentiel pour les entreprises. Le troisième est la dégradation rapide de l'économie française, entrée en récession depuis le début de l'année 2026. Le chômage pourrait atteindre 9 % de la population active, l'inflation remonter vers 3 %, et surtout l'instabilité financière devient préoccupante, avec un déficit public attendu entre 5,5 et 5,6 % du PIB en 2026 et une dette publique proche de 120 % du PIB. Le risque d'un choc financier est désormais élevé.

Tout ceci met en lumière une contradiction profonde : d'un côté, une politique qui déroule le tapis rouge aux investisseurs étrangers et les accueille dans la galerie des Glaces ou la galerie des Batailles ; de l'autre, une politique qui fragilise les entreprises françaises. Je rappelle que les hausses d'impôts sur des entreprises déjà en difficulté représentent 23 milliards d'euros en 2025 et encore 21 milliards en 2026. À cela s'ajoutent 2 milliards de charges sociales supplémentaires, ainsi que l'effet de la hausse du SMIC prévue en juin prochain. Le tout dans un environnement réglementaire devenu extrêmement contraignant. Les conséquences sont bien réelles : la France connaît aujourd'hui un record de faillites. Elles ne touchent plus seulement les petites entreprises, mais aussi de grandes PME et parfois des secteurs entiers, comme le textile ou le commerce. Des chaînes ferment, des milliers d'emplois sont supprimés et les plans sociaux

se multiplient. Au total, l'économie française détruit aujourd'hui massivement des emplois dans la plupart des secteurs. Cette politique comporte donc des éléments positifs, mais elle devra s'inscrire dans une véritable réorientation du modèle économique français, fondée sur la production, le travail, l'investissement et l'innovation.

### **Antoine Foucher :**

Que représente réellement *Choose France* dans les deux quinquennats d'Emmanuel Macron ? Pour répondre à cette question, il faut comparer la première édition à la dernière. En 2018, *Choose France* se tient à Versailles, juste avant Davos. C'est très habile : cela attire l'attention du monde des affaires sur la France. Nous sommes alors un an après des réformes réputées impossibles : les ordonnances travail, la baisse de l'impôt sur les sociétés, le dédoublement des classes du primaire. À ce moment-là, *Choose France* fonctionne parce qu'il repose sur une réalité. Il incarne le changement de regard du monde économique sur la France. Je m'en souviens bien.

J'accompagnais alors la ministre du Travail comme directeur de cabinet à Versailles, et nous croisions sans cesse des Américains qui nous lançaient des « *great job* », « *congratulations* », « *France is back* », etc. Et ils semblaient le penser sincèrement. Il existait alors le sentiment que la France, après avoir été à la traîne, revenait sur la scène mondiale et pouvait redevenir un leader économique et politique en Europe.

Près de dix ans plus tard, le bilan est assez cruel, tant l'écart entre les espoirs suscités et la réalité est grand. A-t-on réindustrialisé le pays ? En réalité, non. Selon les chiffres de l'INSEE, nous comptons environ 100.000 emplois industriels supplémentaires en dix ans. Mais comme nous en avons détruit l'an dernier, cela représente moins de 10.000 créations par an. Il est vrai que la désindustrialisation a été stoppée. Pendant quarante ans, chaque quinquennat s'était traduit par une baisse de l'emploi industriel. C'est la première fois que ce

n'est plus le cas. Mais on ne peut pas pour autant parler de réindustrialisation. Au rythme actuel, toujours selon les chiffres de l'INSEE, il faudrait attendre au-delà de 2070 pour retrouver le niveau d'emplois industriels de l'époque de Lionel Jospin.

L'attractivité de la France présente le même type de contraste. Certes, notre taux d'impôt sur les sociétés est désormais inférieur à la moyenne européenne, (ce qui est d'ailleurs souvent critiqué par les oppositions). De ce point de vue, l'attractivité fiscale s'est améliorée. Mais nous restons marqués par une logique héritée des cinquante dernières années : privilégier la consommation plutôt que la production. Car si l'impôt sur les sociétés est relativement compétitif, les impôts de production, ceux qui pèsent le plus sur l'industrie manufacturière, demeurent les plus élevés d'Europe. À l'inverse, pour les impôts sur la consommation, notamment la TVA, nous avons le troisième taux le plus faible du continent.

Nous restons donc une économie de *consommation* plutôt qu'une économie de *production*, un pays de consommateurs davantage qu'un pays de producteurs. Et malgré dix années de mandat et plusieurs gouvernements, rien n'a véritablement changé sur ce point. Lorsqu'on examine de plus près cette position de première destination des investissements en Europe, il faut aussi regarder où vont ces investissements et quels emplois ils créent. La moitié des emplois créés provient de seulement 5 % des projets, principalement dans la logistique. Ce sont souvent des emplois peu qualifiés et relativement peu rémunérés. Et la logistique, au fond, sert avant tout la consommation. Même dans ce qui apparaît comme un succès, on retrouve donc le prolongement de notre modèle économique centré sur la consommation.

Enfin, derrière les annonces et les effets de communication, il faut regarder les chiffres. Si l'on consulte notamment le baromètre EY, l'ensemble des investissements annoncés représente à peine 30.000 emplois. Or 30.000 emplois, c'est seulement 0,1 % de l'emploi total en France ...

*Choose France* incarne le contraste entre l'énergie, l'espoir et la dynamique de réforme qu'Emmanuel Macron avait su susciter au début de son premier mandat, à travers un discours de vérité et une volonté de transformation que le pays n'avait plus connue depuis longtemps. Dix ans plus tard, tout cela s'achève dans une communication que je juge arrogante et trompeuse. Affirmer que la France est devenue très attractive alors que les emplois créés sont majoritairement des emplois logistiques, que nous conservons la fiscalité la plus défavorable à l'industrie en Europe et que le niveau de vie des Français est passé sous la moyenne européenne au cours de ces deux quinquennats, c'est mentir.

**Lucile Schmid :**

Je rejoins le diagnostic général d'Antoine. Mais la difficulté n'est pas propre à Emmanuel Macron. Plus largement, ceux qui portent un discours politique redescendent rarement dans la réalité concrète. Et cela ne concerne pas seulement le président. On peut déjà prévoir que, lors des prochaines élections présidentielles et législatives, l'industrie et l'intelligence artificielle seront des thèmes centraux. Mais on sait aussi que les discours risquent d'apparaître très déconnectés de la réalité économique, de la réalité sociale, de ce que vivent les salariés et de la manière dont les citoyens perçoivent ces enjeux. Emmanuel Macron a néanmoins incarné un mouvement sur les questions industrielles et économiques. Il a cherché à redonner de l'ampleur à l'ouverture de la France sur le monde. Je lui en fais crédit. Cette dernière édition de *Choose France* a démontré une réelle capacité à attirer des dirigeants venus du monde entier, et cela ne peut pas être considéré comme un élément négatif.

La vraie question est plutôt de savoir comment tout cela redescend dans les territoires et se traduit en termes de qualité de l'emploi, de niveau des salaires et de réalité sociale. On voit bien le contraste entre cette grande messe organisée à Versailles et une société où les inégalités explosent. Je ne sais pas s'il faut parler d'arrogance, mais il existe une forme de vanité qui peut être perçue comme telle

et qui risque d'alimenter le vote en faveur du Rassemblement national. Le message peut être : regardez-les, eux, et regardez-nous. Même les patrons français ont expliqué qu'ils se sentaient maltraités à *Choose France*, ce qui est tout de même révélateur. On leur a finalement organisé un salon de second rang. Il y a là quelque chose de méprisant. Mais le sujet essentiel est ailleurs : comment faire dialoguer des mondes qui apparaissent aujourd'hui parallèles et déconnectés ?

On parle de réindustrialisation, mais comme l'ont rappelé Nicolas et Antoine, les créations d'emplois concernent principalement les services et la logistique. Ce n'est donc pas véritablement de la réindustrialisation. D'ailleurs, l'industrie représente toujours environ 11 % du PIB français. Cette part n'a pratiquement pas évolué depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir. On met également en avant les centres de données, qui étaient au cœur de cette édition de *Choose France*. Pourtant, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont aujourd'hui beaucoup plus avancés que la France dans ce domaine. Nous ne sommes donc pas en position dominante. Cela soulève aussi une autre question : faut-il accueillir tous les centres de données du monde ? Il y a encore peu, nous parlions d'industrie verte. Aujourd'hui, cette dimension apparaît souvent comme un simple ajout destiné à rappeler qu'il serait bon de décarboner l'économie et pourquoi pas, au passage, de préserver la biodiversité.

Nous n'arrivons pas à articuler la question du dérèglement climatique — que nous venons encore de constater avec une canicule exceptionnelle — et celle de l'innovation technologique. Pourtant, c'est un enjeu majeur. Comment les citoyens peuvent-ils s'y retrouver lorsque coexistent des réalités aussi éloignées : d'un côté le chômage, des salaires insuffisants et une montée des inégalités ; de l'autre, l'injonction permanente à participer à la course à l'innovation technologique sous peine d'être dépassés ? Il faut aussi relativiser les chiffres avancés. Certes, l'Élysée affirme que 95 % des projets annoncés ont été réalisés. Mais sur plusieurs projets emblématiques, les difficultés sont bien

réelles. Les gigafactories de batteries destinées aux véhicules électriques avancent, mais avec trois à quatre ans de retard. Cela rappelle d'ailleurs l'EPR de Flamanville, dont le retard se compte en décennies. Quant au projet Carbon, présenté comme stratégique pour la production de panneaux photovoltaïques et mis en avant lors de plusieurs éditions de *Choose France*, il vient de se déclarer en faillite.

Nous sommes donc confrontés à une question fondamentale : qu'est-ce que cette industrie de l'avenir dont on parle tant, si elle repose essentiellement sur les services et la logistique ? Enfin, Emmanuel Macron a promis une « méthode Notre-Dame » pour accélérer 150 projets industriels. Ce qui est intéressant chez lui, c'est qu'il formule souvent les problèmes avec justesse. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'action, il se heurte à une réalité incontournable : aucun dirigeant, aussi puissant soit-il, ne peut tout faire seul. Il faut mobiliser tout un jeu d'acteurs : les territoires, les entrepreneurs, les investisseurs et les citoyens. Et à l'approche d'échéances électorales majeures, la question demeure entière : comment faire en sorte que la société française comprenne ce qu'est réellement *Choose France* et ce que cet événement change concrètement dans sa vie quotidienne ?

**Jean-Louis Bourlanges :**

Je suis très perdu devant un sujet pareil, d'autant que mes camarades parlent finalement davantage de l'environnement dans lequel s'inscrit l'opération que de l'opération elle-même. Faire venir en grande pompe des entreprises et tenter de les faire investir en France est une ambition parfaitement légitime. Le vrai sujet, comme ils l'ont rappelé, c'est l'environnement économique, social et éducatif dans lequel cette ambition prend place. Là-dessus, évidemment, *Choose France* n'a pas grand-chose à dire.

Quand j'écoute Nicolas expliquer qu'on met en scène avec beaucoup de prestige une opération sur fond d'agonie économique, j'ai le sentiment que, selon

lui, *Choose France* serait une version économique du « mourir dans la dignité ». Quand j'écoute Antoine, je comprends que c'était mieux avant, lorsqu'il était aux affaires et qu'on faisait vraiment quelque chose. Je crois d'ailleurs qu'il n'a pas tout à fait tort. Ce qu'il a accompli avec Muriel Pénicaud était effectivement remarquable. Et lorsque j'écoute Lucile, je me dis qu'il existe un effort réel mais que, comme souvent, il peine à produire les résultats espérés.

En réalité, *Choose France* est la mise en œuvre, ou plutôt la mise en scène spectaculaire, d'une ambition légitime aux résultats incertains. On reconnaît dans ces trois caractéristiques la marque fondamentale de la macronie.

### **Nicolas Baverez :**

Deux remarques. La première concerne l'entreprise. En France, on s'écharpe sans cesse sur les dividendes, le capital, les actionnaires ou les salariés. Ces débats sont d'ailleurs assez surréalistes, car la part de la valeur ajoutée qui revient aux salariés est largement dominante : elle dépasse 67 % et, contrairement à beaucoup d'autres pays développés, elle est stable depuis les années 1970, voire en légère progression.

L'acteur dont la part a le plus augmenté dans le partage de la valeur ajoutée, c'est en réalité l'État, bien davantage que le capital. Ce qui est regrettable, c'est qu'une des grandes forces du droit français est précisément de reconnaître à l'entreprise une personnalité propre et un intérêt social distinct de celui de ses différentes parties prenantes. Or le discours politique ignore largement l'entreprise elle-même. On ne s'intéresse qu'au consommateur, à la rigueur aux salariés. Les actionnaires sont présentés comme des démons, mais personne ne s'occupe réellement de l'entreprise. Pourtant, c'est autour d'elle que pourrait se construire le renouveau économique du pays.

Ma seconde remarque prolonge ce qu'a dit Lucile Schmid à propos de la « méthode Notre-Dame », avec laquelle j'ai un véritable problème. D'une certaine manière, elle ressemble beaucoup à *Choose France*. L'idée consiste à créer des

objets de communication très localisés, puis à aménager, au sein d'un système globalement improductif, des sortes de poches de survie pour quelques entreprises ou quelques opérations emblématiques.

Or l'expérience de Notre-Dame a montré quelque chose de très révélateur.

Aujourd'hui, construire un centre de données en France demande entre six et huit ans. Aux États-Unis, il faut environ deux ans. Dans le reste de l'Europe, entre deux et quatre ans. Pourquoi une telle différence ? Parce qu'en appliquant strictement les règles en vigueur, il n'aurait tout simplement pas été possible de reconstruire Notre-Dame dans les délais annoncés. Les réglementations environnementales, les normes de construction ou encore les règles du travail rendent ce type de réalisation extrêmement difficile. On a donc créé une forme de bulle dérogatoire. On procède de la même manière pour la reconstruction de Mayotte, en expliquant qu'on s'affranchira de certaines procédures de marchés publics ou d'autres contraintes.

Cette logique me choque profondément. Pourquoi l'État serait-il le seul à pouvoir décider de créer ponctuellement un environnement de travail normal dans ce pays ? Pourquoi cet environnement est-il refusé aux citoyens et aux entreprises ? Et pourquoi ne travaille-t-on pas sur le problème de fond, c'est-à-dire sur le carcan fiscal, social et réglementaire qui, selon moi, a contribué à affaiblir l'agriculture, l'industrie, les services, les services financiers, l'immobilier et le tourisme ?

**Lucile Schmid :**

À propos de l'industrie, je voudrais rappeler qu'un des grands sujets de préoccupation aujourd'hui est l'avenir de l'industrie automobile en France et en Europe. On voit bien que, dans la situation actuelle, nous sommes engagés dans une telle course vers l'avenir que nous oublions parfois l'essentiel : construire l'avenir, c'est aussi prendre en compte les atouts dont nous disposons déjà, ainsi que l'histoire économique et industrielle de notre pays.

À l'approche d'élections à haut risque, la manière dont cette histoire continue de peser dans les consciences est un sujet majeur. Elle peut nourrir des réactions politiques et influencer les comportements électoraux. C'est pourquoi il est essentiel de parvenir à concilier deux exigences : penser l'industrie et l'économie de demain tout en donnant leur place aux héritages, aux savoir-faire et aux atouts existants. On répète sans cesse que la France dispose de quelques grands atouts : une énergie décarbonée, d'excellents ingénieurs et un territoire relativement vaste. Mais elle possède aussi les contraintes rappelées par Nicolas, qui contribuent pourtant à faire de la société française un pays où l'on vit relativement bien. La question environnementale, notamment, ne peut être reléguée au second plan.

Comment faire pour que ce que certains considèrent comme des atouts et d'autres comme des handicaps économiques puisse être intégré dans un même projet de société ? Opposer systématiquement l'économique au social ne me paraît pas être une bonne réponse, y compris sur le plan politique. Il ne faut pas non plus oublier les industries qui ont longtemps fait la force de notre pays et permis à des générations d'ingénieurs de s'imposer à l'échelle mondiale. C'est un élément essentiel. Les individus ne sont pas des pions. La vraie question est donc de savoir comment construire un raisonnement plus concret, plus incarné, qui ne donne pas le sentiment d'être uniquement stratosphérique, macroéconomique et abstrait.

**Antoine Foucher :**

Il y a un point que je n'avais pas prévu d'aborder, mais la discussion y conduit naturellement. Ce qui m'exaspère, voire me met en colère, dans la communication du gouvernement, c'est la manière dont toute critique de *Choose France* est immédiatement qualifiée de défaitiste. J'ai du mal à entendre cela sans réagir, car le défaitisme renvoie dans notre histoire à quelque chose de très précis, un discours du 17 juin 1940 : « *c'est le cœur serré que je vous dis*

*aujourd'hui qu'il faut cesser le combat* ». Or, depuis dix ans, qui a cessé de mener les réformes et les transformations nécessaires pour améliorer la situation du pays ? Qui considère que les Français ne sont pas prêts à accomplir les efforts indispensables au redressement de la France, afin de retrouver davantage de liberté et d'indépendance, avec l'Europe et dans l'Europe ? Je trouve profondément indécent de qualifier de défaitiste tout discours qui cherche simplement à être lucide sur l'état réel du pays.

C'est même, selon moi, un signe supplémentaire de la profondeur du déni dans lequel se sont enfermés une partie du gouvernement et de l'entourage du président de la République. Ils ne voient pas que ce qui nourrit la méfiance entre les élites et le peuple, c'est précisément l'écart entre un discours qui répète que « *tout va bien, même si quelques efforts restent à faire* », et une population qui constate une réalité beaucoup plus difficile. Je ne sais pas si l'on vit si bien que cela en France aujourd'hui. Ce que les Français constatent, c'est qu'en moyenne leur niveau de vie est désormais inférieur à la moyenne européenne. À mes yeux, le véritable défaitisme est du côté de ceux qui considèrent que les Français ne sont pas capables de consentir aux efforts historiques nécessaires pour que leurs enfants vivent mieux qu'eux. Le défaitisme est là, pas dans le fait de dire la vérité sur l'état économique et social préoccupant de notre pays.

# IA : L'EUROPE PEUT-ELLE NE PLUS DÉPENDRE DES USA ?

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

La Commission européenne a dévoilé mercredi un grand plan pour la « *souveraineté technologique* », au risque de déclencher un nouveau bras de fer avec les Etats-Unis de Donald Trump. Pour son projet de « *reconquérir sa place dans la course mondiale à la puissance géoéconomique* », l'UE s'inquiète tout particulièrement de sa dépendance aux géants américains des services informatiques à distance ou « *cloud* ». Amazon, Microsoft et Google contrôlent 70% du marché européen. Or les services numériques reposant sur des fournisseurs américains, notamment dans la défense, mais aussi la santé pourraient être désactivés via un mécanisme d'arrêt d'urgence (ou « *kill switch* » en anglais), en cas de crise ouverte avec l'administration Trump.

Le plan présenté par la Commission concentre les investissements sur les maillons jugés critiques : la production de semi-conducteurs, le développement de capacités européennes en intelligence artificielle, le stockage et le traitement des données, ainsi que la sécurisation des infrastructures numériques. Les entreprises de l'IA et du cloud pourraient être tenues de fournir des garanties pour décrocher des contrats publics.

Pour renforcer la sécurité des données européennes dans certains secteurs critiques, comme la défense, la Commission va exiger que leur stockage ait lieu dans des centres de données appartenant à des fournisseurs européens. Pour combler le retard européen en matière de stockage des données, l'exécutif bruxellois prévoit de tripler les capacités installées au cours des cinq à sept

prochaines années, afin d'atteindre 60 gigawatts, contre 12 aujourd'hui. Un investissement estimé à quelque 200 milliards d'euros, incombant essentiellement au secteur privé. Pour optimiser le stockage, une mutualisation des capacités entre États membres est également envisagée sous le label EuroCloud.

Sur le volet IA, le texte cible trois domaines prioritaires : la robotique, les applications industrielles et la course aux grands modèles génératifs, celle où s'affrontent ChatGPT, Gemini et leurs rivaux. L'ambition affichée : créer « *l'équivalent d'un CERN pour l'IA* », un grand programme qui réunirait les meilleurs chercheurs européens autour des machines les plus puissantes, à l'image de ce que le laboratoire de physique de Genève a représenté pour la recherche nucléaire.

Ces propositions vont maintenant être débattues au Conseil de l'Europe et au Parlement, avant de revenir d'ici un an vers les États membres.

## Kontildondit

---

### Lucile Schmid :

Je regardais récemment ce qu'avait déclaré Arthur Mensch, cofondateur et dirigeant de Mistral, lors de son audition au Parlement européen. Il avait parlé de la souveraineté comme d'un « chemin ». C'est une formule très élégante, mais elle signifie que nous partons de très loin. Car l'Union européenne essaie depuis longtemps de rattraper son retard. Dès 2013, la Commission avait élaboré une stratégie numérique visant à réduire l'écart avec les États-Unis. Que s'est-il passé depuis ? Pas grand-chose, malgré de nombreux débats et plusieurs initiatives, notamment autour des semi-conducteurs avec la directive inspirée par Thierry Breton en 2023.

Ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est que la souveraineté comme chemin prend un sens nouveau. En grande partie à cause de Donald Trump et de l'évolution de l'attitude américaine, la détermination politique est désormais bien plus forte qu'en 2013 ou en 2023. Nous vivons peut-être un moment historique, marqué à la fois par une volonté politique accrue et par une capacité nouvelle des États membres à discuter ensemble de politique industrielle et d'innovation. Jusqu'à présent, la situation était très différente. La France se retrouvait relativement isolée. Elle pouvait compter sur l'Allemagne, mais seulement lorsque celle-ci ne privilégiait pas ses propres intérêts nationaux. Face à elles, plusieurs États membres restaient attachés à une tradition économique libérale et ne souhaitaient pas remettre en cause une dépendance aux États-Unis qui permettait un accès fluide aux technologies et correspondait à l'organisation de nos sociétés.

Le deuxième point essentiel est l'asymétrie qui nous lie aujourd'hui aux États-Unis, notamment depuis l'adoption du *Cloud Act* en 2018. Ce texte prévoit que lorsqu'une entreprise européenne confie ses données à une société américaine,

même si ces données sont stockées en Europe, les autorités américaines peuvent y accéder. Autrement dit, nous dépendons non seulement des entreprises américaines pour la production de technologies et l'accès aux services numériques, mais aussi pour la maîtrise de nos données. Une part de notre souveraineté se trouve ainsi soumise aux décisions de Washington, et en l'occurrence de Donald Trump.

Que propose aujourd'hui la Commission européenne ? Philippe l'a rappelé : une architecture de protection à plusieurs niveaux, allant des administrations jusqu'aux secteurs les plus stratégiques, comme la défense. Plus on monte dans cette hiérarchie, plus les exigences de sécurité et d'autonomie sont élevées. C'est une construction intellectuellement cohérente, et assez élégante, mais elle se heurte immédiatement à la réalité institutionnelle européenne. Car nous savons déjà qu'il faudra plus d'un an avant qu'un texte puisse être adopté. Nous savons aussi que, d'ici là, les pressions économiques, notamment américaines, seront considérables. Nous connaissons également la capacité d'Ursula von der Leyen à adopter une approche assez servile lorsqu'elle est confrontée à Donald Trump. Il est donc légitime de s'interroger sur ce qu'il restera concrètement de cette architecture une fois le processus politique achevé.

Il existe une véritable volonté politique, et c'est déjà important. Mais il faut rappeler une leçon de l'histoire européenne. J'ai travaillé au début de ma carrière sur les dossiers d'Airbus et d'Ariane. Ces succès ne sont pas nés d'une simple décision de la Commission européenne. Ce qui fait émerger une puissance technologique, ce sont les entreprises, les États lorsqu'ils financent et soutiennent les projets, et l'ensemble des acteurs qui coopèrent. C'est ce jeu collectif qui demeure décisif.

L'annonce de la Commission est donc utile parce qu'elle témoigne d'une évolution des États membres. Mais elle ne signifie pas que les choses vont se réaliser automatiquement. Je la vois davantage comme un signal d'alarme que comme une solution déjà opérationnelle. Ce signal doit pousser les entreprises,

les États et les citoyens à considérer qu'il est nécessaire de construire une véritable souveraineté européenne dans ces domaines. C'est un chemin, précisément.

Je terminerai par une réflexion plus large. Le dirigeant d'Anthropic, tout comme le pape dans son encyclique *Magnifica Humanitas*, rappelle que l'intelligence artificielle ne peut être pensée uniquement sous l'angle économique ou technologique. L'Europe doit certes rattraper son retard et renforcer sa souveraineté. Mais elle ne doit pas oublier qu'elle est aussi le berceau des Lumières. Elle doit être capable d'apporter au débat sur l'intelligence artificielle une réflexion philosophique et humaniste. Car l'intelligence est d'abord humaine — peut-être aussi animale — mais certainement pas artificielle. Cette interrogation sur le sens et sur les finalités du progrès doit accompagner le développement technologique. On ne peut pas se contenter de poursuivre la croissance et l'innovation sans savoir clairement vers quel horizon elles nous conduisent.

**Antoine Foucher :**

Je vais prolonger ce qu'a dit Lucile en repartant de l'analyse de l'intelligence artificielle proposée par Philippe Aghion. Selon lui, il ne faut pas confondre l'IA avec les innovations des dernières décennies, car il s'agit d'une véritable technologie de rupture, comparable à l'électricité. Et comme l'électricité en son temps, elle va transformer l'ensemble de la vie économique et quotidienne. À terme, même les plus petites entreprises, la boulangerie ou la boucherie du coin de la rue, utiliseront l'intelligence artificielle comme elles utilisent aujourd'hui l'électricité. À partir du moment où l'on admet cela, il devient évident que nous ne pouvons pas nous permettre d'en dépendre totalement. Si une puissance extérieure avait la capacité de couper l'électricité en France, nous reviendrions presque à l'âge de pierre.

L'intelligence artificielle repose sur quatre éléments. L'énergie, d'abord : nous en

avons. Les ingénieurs : nous savons les former. Les données : nous en possédons énormément, probablement davantage que beaucoup d'autres régions du monde, compte tenu de la richesse culturelle, scientifique et intellectuelle accumulée par l'Europe depuis des siècles. Mais il existe un quatrième élément sur lequel nous sommes en retard : le cloud, c'est-à-dire les infrastructures qui permettent de stocker les données, d'entraîner les modèles et de faire fonctionner l'ensemble du système. C'est là que notre dépendance est la plus forte. Les acteurs américains contrôlent aujourd'hui entre 70 et 80 % du marché. Nous avons certes des modèles européens comme Mistral, mais ils restent beaucoup moins utilisés que les modèles américains ou chinois. Surtout, nous ne maîtrisons ni les infrastructures de cloud à grande échelle ni les semi-conducteurs qui permettent de faire fonctionner les centres de données. L'analyse de la vice-présidente de la Commission européenne chargée de la souveraineté technologique me paraît donc juste lorsqu'elle affirme que nous payons aujourd'hui des décennies de choix consistant à suivre plutôt qu'à produire, et à consommer plutôt qu'à produire. Cette dépendance soulève trois enjeux.

Le premier est financier. Nous utilisons quotidiennement les services de cloud. Comme l'a rappelé la Commission, un smartphone sans cloud revient presque à un téléphone bloqué en mode avion. Les États-Unis disposent théoriquement de la capacité de nous imposer ce « mode avion » à travers un « *kill switch* ». Or les services numériques que nous achetons aux entreprises américaines représentent près de 300 milliards d'euros par an. Ce sont autant de ressources qui quittent l'Europe alors qu'elles pourraient soutenir son économie.

Le deuxième enjeu est stratégique. Puisque l'intelligence artificielle s'insère désormais dans tous les secteurs, comme l'électricité auparavant, notre dépendance technologique nous rend vulnérables sur des questions essentielles, notamment la sécurité. En cas de conflit majeur, une puissance extérieure pourrait affecter nos capacités de production, de communication ou même de

défense.

Mais l'enjeu le plus important est peut-être d'ordre existentiel. Dans son encyclique *Magnifica Humanitas*, le pape évoquait le choix entre Babel et une nouvelle Jérusalem. Le problème est qu'aujourd'hui, les Européens ne disposent même pas réellement de ce choix. Parce que nous ne maîtrisons pas la technologie, ce sont les Américains ou les Chinois qui décideront de son orientation. Et nous nous contenterons de suivre. L'enjeu fondamental est donc de retrouver une véritable indépendance technologique. Cela permettrait de conserver en Europe les richesses créées par ces activités, de préserver notre autonomie stratégique et, surtout, de rester libres de choisir nous-mêmes la société que nous voulons construire : Jérusalem ou Babel.

### **Nicolas Baverez :**

L'intelligence artificielle est une véritable révolution. Elle touche tous les secteurs, progresse à une vitesse exceptionnelle et comporte des conséquences anthropologiques considérables. Son développement s'accélère de façon spectaculaire. Cette année, la Big Tech américaine devrait investir 750 milliards de dollars. Derrière les guerres commerciales, monétaires ou financières entre les États-Unis et la Chine, on retrouve toujours la même réalité : la bataille technologique et la course à l'intelligence artificielle.

Face à ces deux empires, l'Europe est aujourd'hui largement désarmée. Les États-Unis contrôlent environ 70 % du cloud, 80 % du marché des centres de données et 83 % des services numériques utilisés en Europe. Cela représente quelque 260 milliards d'euros versés chaque année aux entreprises américaines. Cette situation pose trois problèmes fondamentaux.

Le premier tient à la nature même du modèle économique qui se met en place. Nous sommes confrontés à un capitalisme oligarchique, un capitalisme de prédation, associé à une logique d'hommes forts. Le modèle trumpien trouve aujourd'hui son prolongement dans la Big Tech, avec des figures comme Elon

Musk.

Le deuxième problème est celui de la vassalisation économique et technologique. L'Europe risque de fournir à bas prix son électricité décarbonée, son eau et son espace, tandis que la valeur ajoutée, les profits et les emplois seront captés ailleurs.

Le troisième problème est celui de la sécurité. C'est la question du « *kill switch* », déjà évoquée, comparable à ce que certains appellent l'effet F-35. À l'exception d'Israël, aucun avion F-35 au monde ne peut décoller sans l'autorisation et les codes fournis par les États-Unis. Si demain les Danois voulaient utiliser leurs appareils pour défendre le Groenland sans accord américain, ceux-ci resteraient au sol. Une logique comparable pourrait s'appliquer à de nombreux services numériques.

Cette situation est donc difficilement soutenable et révèle un échec stratégique majeur de l'Europe, qui a cru pouvoir se contenter de réguler sans produire ni innover. Tous les plans lancés jusqu'à présent, y compris le *Chips Act*, n'ont pas permis de combler ce retard.

Il existe aujourd'hui une prise de conscience. Les initiatives concernant le stockage des données, la production de semi-conducteurs ou encore les logiciels open source vont dans la bonne direction. Mais leur réussite suppose une remise en cause beaucoup plus profonde. Pour avancer réellement, il faudrait appliquer les conclusions du rapport Draghi et réorienter le modèle européen autour de trois priorités : la compétitivité, la souveraineté et la sécurité. Or nous en sommes encore loin, et Ursula von der Leyen elle-même reste très éloignée de cette logique.

Je terminerai en évoquant non pas Léon XIV, dont il a été question à juste titre, mais Georges Bernanos. Dans *La France contre les robots*, publié en 1947, tout est déjà dit : « *obéissance et irresponsabilité, voilà les deux mots magiques qui ouvriront demain le paradis de la civilisation des machines.* » Bernanos n'était pourtant pas un adversaire du progrès. Ce qu'il nous invite à comprendre, c'est

que le véritable enjeu n'est pas de refuser la technologie, mais de construire une intelligence artificielle européenne qui ne soit placée ni sous le signe de l'obéissance ni sous celui de l'irresponsabilité.

**Jean-Louis Bourlanges :**

Ce problème est absolument massif. Vous l'avez tous très bien montré : notre dépendance et notre retard dans le numérique, et pas seulement dans l'intelligence artificielle mais dans l'ensemble de l'écosystème numérique, notamment le cloud, sont devenus terrifiants. Cette dépendance donne potentiellement à d'autres un contrôle direct sur notre vie quotidienne et collective. Nous l'avons vu avec le cas de Nicolas Guillou, juge à la Cour pénale internationale. Quelles que soient les opinions que l'on porte sur les décisions auxquelles il a participé, il s'est retrouvé dans l'incapacité de faire le plein de sa voiture, de payer un repas ou un billet d'avion parce que les États-Unis avaient décidé de le sanctionner. Or Visa, Mastercard et American Express demeurent, au bout du compte, sous contrôle américain. Ce type de situation contribue à un réveil des consciences.

À l'échelle collective, les exemples sont tout aussi frappants. On a vu le rôle joué par Elon Musk au début de la guerre en Ukraine. À un moment où les Ukrainiens étaient en position de porter un coup sévère à la flotte russe en mer Noire, l'accès à Starlink a été limité. À d'autres moments, des restrictions comparables ont également concerné les Russes. Quelles qu'en soient les raisons, cela montre qu'un acteur privé dispose aujourd'hui d'un pouvoir considérable sur des enjeux stratégiques. Nous faisons donc face à une première dépendance, technologique et opérationnelle.

La deuxième est économique et financière. Mes camarades l'ont déjà largement développée : il y a derrière tout cela des flux financiers considérables.

La troisième dépendance est peut-être la plus fondamentale à long terme : celle des valeurs, du logiciel intellectuel, de la manière de vivre, de penser et d'agir. Le

contrôle des données par des entreprises américaines n'est pas neutre. Ces entreprises revendiquent souvent une vision de l'homme et de la société qui diffère profondément de la tradition européenne. Je pense notamment à Peter Thiel et à d'autres figures de la Silicon Valley. Nous sommes donc confrontés à un système qui soulève des questions extrêmement profondes.

Dès lors, pourquoi réagissons-nous si peu ? D'abord parce que cette dépendance est relativement récente. Au début des années 2000, après le sommet de Lisbonne, l'Europe ambitionnait de devenir la première puissance cognitive du monde. Je m'en souviens bien, puisque j'étais alors rapporteur du budget de l'Union européenne. La suite a été très différente. Nous nous sommes dispersés dans d'autres débats, parfois importants, parfois beaucoup moins, et nous avons manqué ce rendez-vous essentiel. Ensuite, le projet européen s'est longtemps construit autour d'une priorité donnée à la consommation plutôt qu'à la production. L'idée dominante était que moins c'est cher, mieux c'est, peu importe où et comment c'est produit. Cela paraît avantageux à court terme, mais finit par coûter beaucoup plus cher à long terme.

Il y a également une dépendance psychologique et sécuritaire à l'égard des États-Unis. Malgré tout ce que Donald Trump a pu dire ou faire pour montrer qu'il ne partageait pas nos intérêts, qu'il ne souhaitait pas nécessairement nous protéger et qu'il entendait limiter les exportations européennes, certains continuent à raisonner comme si rien n'avait changé.

Enfin, il y a la faiblesse du lien politique européen lui-même. Lorsque la vice-présidente finlandaise de la Commission européenne s'exprime avec autant de précautions et construit une architecture aussi complexe, c'est parce qu'elle sait parfaitement à qui elle a affaire : des États qui demeurent séparés, qui mutualisent difficilement leurs moyens et qui prennent énormément de temps pour agir ensemble. La question fondamentale est donc de savoir s'il existe, derrière ces États, une véritable capacité de mobilisation des Européens. Je ne suis ni optimiste ni pessimiste. Mais comme l'ambassadeur Chauvel, lorsqu'on lui

demandait s'il était optimiste ou pessimiste, je répondrais : « *je suis préoccupé* ». Je ne perçois pas aujourd'hui, dans les États européens, la volonté de changer réellement de logiciel, de mobiliser les moyens économiques nécessaires et d'appliquer rapidement les recommandations du rapport Draghi. Je ne vois pas cette volonté d'aller vite, d'aller fort et d'être à la hauteur des enjeux. Et ce n'est ni la contestation de droite ni celle de gauche qui semble aujourd'hui capable de l'inspirer. Ma préoccupation est donc simple : j'ai le sentiment que l'Europe dérive progressivement vers la non-existence géopolitique. Et lorsque je dis progressivement, je me demande même si ce n'est pas, en réalité, beaucoup plus rapide que nous ne voulons l'admettre ...